

Bulletin d'histoire politique

Derrière l'étiquette, le contenu ! Notes en marge du dossier sur le mouvement « marxiste-léniniste » au Québec, paru dans le numéro d'automne 2004 du Bulletin d'histoire politique

Louis Gill



Volume 14, numéro 1, automne 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055107ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055107ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Gill, L. (2005). Derrière l'étiquette, le contenu ! Notes en marge du dossier sur le mouvement « marxiste-léniniste » au Québec, paru dans le numéro d'automne 2004 du Bulletin d'histoire politique. *Bulletin d'histoire politique*, 14(1), 299–307. <https://doi.org/10.7202/1055107ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Derrière l'étiquette, le contenu !

Notes en marge du dossier sur le mouvement « marxiste-léniniste » au Québec, paru dans le numéro d'automne 2004 du *Bulletin d'histoire politique*

LOUIS GILL¹

Dans son numéro d'automne 2004 (vol. 13, n° 1), le *Bulletin d'histoire politique* a publié un dossier intitulé « Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983. Un premier bilan » auquel ont contribué, entre autres, d'anciens membres et dirigeants de ce mouvement. Ce dossier, écrit son coordonnateur, se veut « une amorce de réflexion sur cet épisode » de l'histoire politique du Québec, dont le but est « d'aller au-delà du tabou historique » (Milot, p. 11-14).

LE PRINCIPAL TABOU À DÉMOLIR

À mon avis, le premier et principal tabou à démolir est celui de la nature réelle de ce mouvement et des organisations qui le composaient. Il est impossible d'en comprendre pleinement l'action et les motivations, et on se condamne à une analyse anecdotique et impressionniste de leurs faits et gestes et de leurs politiques si on ne les identifie pas d'entrée de jeu au stalinisme. De là procède tout le reste. L'expression « marxisme-léninisme » a toujours masqué cette réalité. Pure invention de Staline lui-même, elle est le nom que celui-ci a donné à partir de la fin des années 1920, dès lors qu'il concentra tous les pouvoirs entre les mains de l'appareil bureaucratique répressif et totalitaire qu'il dirigeait, à un « marxisme » transformé en dogme d'État dont la seule interprétation permise était l'interprétation officielle unilatérale. Le pouvoir mystificateur de cette religion d'État était d'autant plus grand qu'en la désignant « marxisme-léninisme », Staline la couvrait frauduleusement du prestige des noms de Marx et du principal dirigeant de la révolution d'Octobre 1917, Lénine, et qu'il véhiculait ainsi sous de fausses représentations des principes auxquels tant Lénine que Marx s'étaient fermement opposés. Je pense qu'il est temps, *a fortiori*

aujourd'hui, quinze ans après la chute du mur de Berlin et le début de l'effondrement des monstrueuses caricatures du socialisme et du communisme qui avaient été édifiées au nom du marxisme, qu'on cesse d'entretenir la confusion et qu'on appelle les choses par leur nom. On se trompe en particulier si on se limite à caractériser les organisations « marxistes-léninistes » des années 1970 au Québec comme des organisations *radicales, intransigeantes, dogmatiques et sectaires* » (p. 11-13), traits qui les caractérisaient de toute évidence, mais qui sont impuissants à en déterminer la spécificité ainsi que la substance réelle des politiques qu'elles défendaient. Si on veut les caractériser correctement, il faut reconnaître ces organisations comme d'authentiques organisations staliniennes. Elles avaient d'ailleurs tous les attributs du stalinisme. Elles en défendaient intégralement les idées et le programme et en appliquaient rigoureusement les méthodes.

LES RÉFÉRENCES CHINOISE ET ALBANAISE

Estimant que ces principes n'étaient plus défendus dans l'Union soviétique d'après Staline caractérisée comme « révisionniste », c'est-à-dire comme ayant « *abandonné la doctrine de Marx et Lénine* » (p. 47), elles se présentaient comme regroupant les « vrais » communistes, qui seraient demeurés fidèles à cette doctrine, et se réclamaient de la « Grande révolution culturelle prolétarienne » chinoise et de la « pensée Mao Zedong ». Mais elles entretenaient soigneusement le silence sur la véritable nature de cette « grande révolution culturelle prolétarienne » dont le coup d'envoi avait été une mobilisation contrôlée lancée par la fraction Mao Zedong de la direction du Parti communiste chinois contre la fraction adverse dirigée par Deng Xiao Ping et accusée de vouloir engager le pays dans la voie d'un « révisionnisme » à la soviétique. À la faveur de cette brèche qui leur était ouverte, les masses chinoises avaient enclenché un mouvement authentiquement révolutionnaire qui avait mené à la proclamation de la Commune de Shanghai édiflée sur le modèle de la Commune de Paris de 1871, du soviét de Petrograd de 1905 et des soviets de la révolution russe de 1917, et qui avait commencé à se propager ailleurs dans le pays, notamment à Beijing et à Nankin. Débordée par ce mouvement qui allait l'emporter elle aussi, la fraction Mao Zedong l'avait écrasé dans l'œuf et dans le sang et avait alors institué, en lieu et place d'un pouvoir de type soviétique (tel que décrit en 1871 par Marx dans *La guerre civile en France* sur la Commune de Paris et en 1917 par Lénine dans *L'État et la révolution*), les ainsi nommés « comités révolutionnaires » strictement dominés par le parti et l'armée. La structure bureaucratique et autoritaire du pouvoir dans la Chine de Mao, fondée sur le monopole politique du parti unique, était une authentique construction stalinienne qu'*En Lutte* et le *PCO* n'ont cessé de présenter avec acharnement comme la fidèle incarnation des principes du marxisme.

Contre les enseignements de Marx du socialisme envisagé comme le successeur historique d'un capitalisme déjà édifié comme système mondial, et tournant le dos aux thèses sur la révolution mondiale élaborées par la III^e Internationale du vivant de Lénine, elles ont défendu avec autant d'ardeur, en se réclamant néanmoins de Marx et de Lénine, la thèse stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays, mieux encore dans ce pays dramatiquement sous-développé qu'était la

Chine où la répartition égalitaire de la pénurie pour la masse de la population avait pour contrepartie les privilèges habilement camouflés de la bureaucratie au pouvoir. « L'enthousiasme révolutionnaire des masses » était présenté comme un substitut réel au développement matériel de la capacité productive, condition nécessaire de l'émancipation sociale. Tout en se réclamant du matérialisme marxiste, les organisations stalinienne maoïstes sombraient dans le plus pur idéalisme de la « pensée Mao Zedong ». Après la mort de Mao Zedong, elles se sont repliées sur le régime caricatural albanais d'Enver Hodja, désigné comme le « pays du socialisme réel et du communisme sans classes » où, comme le souligne l'article du dossier rédigé par Réal La Rochelle, la bureaucratie au pouvoir affirmait que les femmes avaient été complètement libérées par la révolution, que les problèmes de santé et de psychiatrie, d'homosexualité, d'alcoolisme et de mendicité n'existaient plus, etc., jusqu'à ce qu'éclate à son tour à la face du monde la réalité « du despotisme et de la folie mensongère » (p. 64) qu'elles avaient cautionnée avec toute leur énergie.

FALSIFICATION DE L'HISTOIRE ET MÉTHODES POLICIÈRES

La falsification de l'histoire et sa réécriture au gré des événements et des virements de politique, qui sont un trait marquant du stalinisme, font tout autant partie de cette folie mensongère que les organisations stalinienne maoïstes du Québec ont cautionnée en répercutant l'historiographie stalinienne. L'exemple le plus percutant en est sans doute la propagation par elles des mensonges au sujet de ce dirigeant de la révolution bolchevique et chef de l'Armée rouge qu'était Léon Trotsky, présenté comme le pire des contre-révolutionnaires, et de la lutte déchaînée contre ce qui a été identifié comme le « trotskysme », au nom duquel Staline a mené ses purges sanguinaires à travers le monde contre toute forme de dissidence et fait exécuter un nombre incalculable de révolutionnaires, parmi lesquels la plupart des militants de la vieille garde bolchevique qui avaient contribué au triomphe de la révolution d'Octobre et dont la seule « faute » était de s'opposer à lui ou de critiquer ses politiques. L'antitrotskysme était tellement bien assimilé par les militants des organisations stalinienne maoïstes au Québec que j'ai personnellement, dans le feu de l'action, entendu plus d'une fois cette phrase : « Si on était au pouvoir, ça ferait longtemps que vous auriez passé devant le peloton d'exécution ».

De manière non moins déterminée était aussi combattue, par la « discussion politique » et l'insistance verbale, mais également par des méthodes policières, tout « déviationnisme » dans les rangs de ces organisations. Des militants qui étaient l'objet de divers soupçons se voyaient imposer une surveillance permanente y compris à l'intérieur de leur logement privé. Ceux et celles qu'on n'avait pas réussi à convaincre, le cas échéant, que leur orientation sexuelle était « déviante » et qu'il fallait la réprimer se voyaient exposés au harcèlement de militants du sexe opposé investis du mandat de les « guérir » par d'autres moyens que la « discussion politique ». Des contributions au dossier sur les questions de l'art et de la culture, dont l'article d'Esther Trépanier, ne laissent par ailleurs aucun doute quant à la soumission obligée de la liberté d'expression artistique aux impératifs des dirigeants, gardiens de la ligne officielle stalinienne du « réalisme socialiste », qui n'a rien en commun

avec ce que soutenait Marx à l'égard de la nécessaire liberté en matière de création artistique. Une référence privilégiée à cet égard demeure le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, signé et publié en 1938 par l'écrivain surréaliste français André Breton et le peintre muraliste mexicain Diego Rivera, à la rédaction duquel a contribué Trotsky.

CHARLES GAGNON, CONTEUR

Dans sa contribution au dossier, dont le titre émouvant « Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays » m'a fait verser plus d'une larme, celui qui fut le fondateur et le principal dirigeant du groupe *En Lutte !*, Charles Gagnon, écrit qu'au début des années 1970, « le marxisme avait du plomb dans l'aile depuis qu'on avait démonté la mécanique stalinienne qui avait tenu les peuples de l'Est en laisse dans les années 1930 à 1950 » (p. 46). La période à laquelle il fait allusion, dans cette phrase où on pourrait à première vue être tenté de voir une forme de critique du stalinisme, est l'une des plus sombres de l'histoire des peuples (ukrainiens, tatars de Crimée, etc.), qui ont été littéralement écrasés, pillés, affamés et massivement déportés par Staline. Ce « démontage de la mécanique stalinienne » n'avait cependant pas empêché son organisation, comme toutes les autres organisations maoïstes, de désigner Staline comme « le père des peuples » et de considérer ses enseignements comme une autorité et une incontournable source d'inspiration pour traiter des questions nationales. Il ne les avait pas empêchées non plus de cautionner le même outrage aux droits nationaux dans le « pays phare » qu'était la Chine sous la direction stalinienne de celui que Gagnon appelle « le grand Mao » (p. 54). La multitude des questions nationales étouffées dans le sang par les régimes staliniens pendant des décennies en Union soviétique, dans ses satellites d'Europe de l'Est et en Chine, et qui ressurgissent aujourd'hui dans toute leur ampleur comme en Tchétchénie, au Tibet et dans les Balkans, montrent à quel point ces « peuples de l'Est » avaient été « tenus en laisse » par le « père des peuples » et ses émules et successeurs.

Mais tout n'est pas négatif, nous assure Gagnon : les partis communistes pro-soviétiques, écrit-il, ont mené des luttes courageuses voire héroïques dans les années 1930 et 1940, dans les syndicats, parmi les chômeurs ; ils ont aussi contribué à la mise sur pied de « fronts populaires » en Europe avant la Deuxième Guerre mondiale et ont participé à la résistance en Espagne, en France, en Yougoslavie et en Grèce (p. 46). S'il est incontestable que des militants communistes dans divers pays ont dirigé des luttes ouvrières parfois historiques, cela ne saurait voiler le fait que les partis communistes auxquels ils adhéraient étaient totalement inféodés au stalinisme dont ils couvraient et défendaient tous les crimes, en commençant par les procès de Moscou de 1936 à 1938.

Quant aux partis communistes de Grèce et de Yougoslavie, ils ont effectivement mené des luttes héroïques à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais on ne saurait taire le fait que ces luttes, ils les ont menées non pas avec Staline, mais contre lui. En Yougoslavie, les partisans communistes dirigés par Tito, qui ont réalisé seuls la libération du pays, sans l'aide de l'armée soviétique, ont dû lutter militairement, non seulement contre l'envahisseur nazi, mais aussi contre les tchetniks pro-monarchistes dirigés par le général Mihailovitch, appuyées par Staline. En Grèce, les

militants communistes ont été impitoyablement liquidés par Staline dans le cadre du partage des zones d'influence entre les vainqueurs de la guerre, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS, qui rangeait ce pays dans le camp occidental. Les milices armées dirigées par le Parti communiste qui constituaient alors la résistance grecque et contrôlaient l'essentiel du territoire, et qui refusaient de se dissoudre pour se subordonner au gouvernement royal grec, marionnette du gouvernement britannique, ont alors été complètement exterminées par l'armée britannique sans que Staline ne lève le petit doigt. Churchill devait lui rendre un vibrant hommage à la Chambre des communes, soulignant que son allié soviétique s'en était fidèlement tenu à l'accord intervenu entre eux et que ni la *Pravda*, ni les *Izvestia* n'avaient formulé le moindre reproche tout au long des semaines pendant lesquelles les Britanniques s'étaient battus contre les communistes dans les rues d'Athènes.

Partout en Europe, à partir de 1943, à mesure que la défaite allemande devenait évidente à la suite de la bataille de Stalingrad, la question du pouvoir était posée. Comme en Grèce, dans les États où l'effondrement du nazisme avait laissé un vide politique, des milices s'étaient constituées, des comités avaient été mis sur pied dans les usines. C'était le cas en Italie au début de 1944 où un puissant mouvement gréviste et de partisans armés menaçait l'ordre capitaliste. Pourtant, l'URSS avait reconnu le gouvernement nommé par le Grand Conseil fasciste après le départ de Mussolini. Le dirigeant du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti, de retour de son exil à Moscou, entraînait dans ce gouvernement, le PCI exigeait la dissolution du Conseil des syndicats et menait l'offensive contre les comités, liquidant physiquement les militants du parti qui étaient opposés à cette politique. En France, menant la même politique sur les ordres du Kremlin, le dirigeant du Parti communiste français, Maurice Thorez, faisait désarmer les milices patriotiques sous le mot d'ordre « Un seul État, une seule armée, une seule police ». Les grèves, définies comme « l'arme des trusts » étaient combattues sans merci. Voilà quelques rappels historiques qui permettront à la jeunesse du pays de Charles Gagnon d'évaluer à leur juste mesure les « gestes héroïques » des directions des partis communistes prosoviétiques obtempérant aux ordres de Staline pendant les années 1930 et 1940.

Rappelons également que c'est aussi contre la volonté de Staline que le Parti communiste chinois dirigé par Mao Zedong a été amené à proclamer la République populaire de Chine en 1949 au terme d'une guerre civile de trois ans déclenchée par le dirigeant Tchang Kai-chek du parti nationaliste Guomindang appuyé par les États-Unis. Staline, pour qui la Chine, laissée dans la zone d'influence des États-Unis par les accords de Yalta, devait demeurer capitaliste, avait ordonné au parti communiste chinois de collaborer loyalement avec le Guomindang dans une version chinoise de la politique des « fronts populaires ». Le programme du gouvernement de coalition avec le Guomindang auquel le PCC avait ainsi participé était celui de la « démocratie nouvelle » et d'un « capitalisme progressiste » qui devait conserver intacte la propriété privée des moyens de production et mettre en veilleuse la réforme agraire amorcée lors de la « Grande marche » du milieu des années 1930. Le déclenchement des hostilités par le Guomindang contre le PCC devait mettre un fin rapide à ce projet. C'est pourtant ce même programme de « démocratie nouvelle » et de « capitalisme progressiste », porté par un nouveau gouvernement de coalition

avec la bourgeoisie nationale, que le PCC mettait de l'avant après sa victoire en 1949, programme qui allait très tôt se solder de nouveau par une impasse. Face à la résistance active de la bourgeoisie nationale organisée à partir de Taiwan avec l'appui des États-Unis, le PCC était dès lors poussé à aller beaucoup plus loin que ne le voulait son programme et procédait à l'expropriation complète du capital et de la propriété foncière.

SUR LA POLITIQUE DES « FRONTS POPULAIRES »

Pour ce qui est de cette politique des « fronts populaires », mise de l'avant par Staline à partir du milieu des années 1930 et en vertu de laquelle il fallait désormais réaliser l'unité des partis bourgeois et des partis ouvriers dans une union gouvernementale, il faut préciser qu'elle succédait immédiatement, dans un revirement complet, à la politique du « social-fascisme » prônée jusque là par le même Staline, qui interdisait toute alliance avec les partis sociaux-démocrates désignés comme des partis sociaux-fascistes et comme des ennemis pires que les fascistes. Il n'est pas inutile de rappeler que c'est cette politique criminelle de division des rangs ouvriers qui a pavé la voie à l'accession de Hitler au pouvoir en 1933. Avec la nouvelle politique de « front populaire », l'union avec les frères ennemis d'autrefois qu'étaient les sociaux-démocrates passait toutefois par une union inter-classes avec les partis bourgeois, dans le cadre d'un programme qui, en conséquence, excluait nécessairement la perspective de la révolution, politique qui était le pendant logique de celle qui voyait le socialisme comme devant se construire dans la seule Union soviétique.

C'est dans l'Espagne de la guerre civile, de 1936 à 1939, que cette politique a connu ses conséquences les plus dramatiques. Élu en février 1936, le gouvernement de front populaire était victime, cinq mois plus tard, d'une tentative de coup d'État militaire qui plongeait le pays dans une guerre civile de trois ans. Dès le début et pendant les premiers mois suivant l'insurrection militaire, la résistance à cette insurrection avait été essentiellement celle des syndicats et des autres organisations de masse qui avaient, dans le cadre de ce mouvement de résistance, entrepris une véritable révolution sociale, saisi les terres et les entreprises, amorcé la mise en place d'un pouvoir de type soviétique, processus qui n'avait rien de commun avec la défense de la république bourgeoise. Pourtant, lorsque l'aide militaire soviétique est arrivée en novembre 1936 sont arrivés aussi les diktats de Staline qui peuvent se résumer ainsi : « arrêtez la révolution ou vous n'aurez pas d'armes ! ». Dès lors, l'Espagne est devenu le théâtre de la terreur stalinienne, pourchassant et exterminant les militants révolutionnaires, parmi lesquels les anarcho-syndicalistes et les membres du *Parti ouvrier d'unification marxiste* accusés de « trotskysme ». Dans cette opération, le Parti communiste espagnol, avec la participation active des représentants de l'Internationale communiste stalinisée, des conseillers militaires soviétiques et des services secrets du NKVD (l'héritier du GPU et l'ancêtre du KGB), s'est livré à une véritable lutte frontale contre les militants décidés à faire triompher la révolution sociale et à une opération de défense des institutions de la république bourgeoise.

Il ne s'agit pas de minimiser le rôle joué par les militants de ce parti et par les militants des « brigades internationales » qu'ils encadraient dans les combats militaires contre l'armée franquiste appuyée par Hitler et Mussolini. Mais, ici encore, le

dévouement et le courage de militants dont plusieurs sont morts au front ne peut occulter le fait que le combat que menait le Parti communiste espagnol entièrement soumis à l'emprise de Staline était un combat dont l'objectif était la défense de la république bourgeoise en Espagne et l'extermination de ceux et de celles qui combattaient pour la révolution sociale. Pour Staline, il fallait à tout prix éviter le triomphe d'une révolution socialiste en Espagne, qui n'aurait pas manqué de raviver la flamme révolutionnaire en Union soviétique et menacé son pouvoir totalitaire. L'Espagne devait rester capitaliste et, à ce titre, garantir les importants investissements étrangers contre les expropriations auxquelles avaient déjà spontanément procédé les travailleurs. Staline le signifiait personnellement au chef du gouvernement, Francisco Largo Caballero, en décembre 1936. Son attitude était aussi dictée par son souci de préserver et de renforcer ses alliances stratégiques avec les « démocraties » occidentales, plus précisément la Grande-Bretagne et la France, en prévision de la grande guerre qui s'annonçait contre l'Allemagne et l'Italie. Il fallait dans ce cadre éviter une victoire de Franco en Espagne, qui aurait renforcé l'axe Rome-Berlin en lui adjoignant le pôle de Madrid et réalisé l'encerclement fasciste du pays allié qu'était encore la France, jusqu'à ce que Staline opère un nouveau virage à 180 degrés et fasse de l'Allemagne nazie son nouvel allié en signant le pacte germano-soviétique avec Hitler en 1939.

PAS DE CONTINUITÉ ENTRE MARX ET LÉNINE D'UNE PART ET STALINE DE L'AUTRE

À la lumière de ces faits historiques connus, on ne peut qu'éprouver un malaise en lisant Charles Gagnon lorsqu'il parle de la théorie de la révolution qui aurait été « élaborée par Lénine et codifiée par Staline » (p. 55) ; à moins de donner au mot « codifier » le sens de « travestir ». On le constate, le principal tabou à abattre, que les organisations staliniennes maoïstes ont entretenu et qu'entretiennent toujours Charles Gagnon et bien d'autres, est celui d'une prétendue continuité entre Marx et Lénine d'une part et Staline de l'autre. Il faut absolument se débarrasser de ce tabou, qui sert grandement par surcroît aux adversaires du marxisme à mieux le condamner en prétendant que le stalinisme avec son cortège d'horreurs en est l'héritier légitime. Comment par ailleurs continuer à caractériser comme « d'extrême gauche » une telle politique contre-révolutionnaire ?

Renouant avec la pratique de l'« autocritique » qui a fait les beaux jours des organisations maoïstes, Gagnon nous dit qu'il avait acquis la conviction en 1980 que « le marxisme tel que remis en selle dans les années 1970 » par les organisations maoïstes « ne tenait plus la route » et, avec beaucoup de modestie, il nous confie qu'il rêvait intérieurement « de brasser de nouveau les cartes de l'histoire pour en faire apparaître les enseignements de façon moins étroite » (p. 55). Mais, déplore-t-il, les troupes n'étaient plus au rendez-vous, l'organisation étant en proie à une crise politique et organisationnelle, dont on ne peut que regretter que le grand Charles se limite à en énumérer les épiphénomènes. « Nous avons voulu aller trop vite », nous dit-il en conclusion de son texte (p. 56), sans mettre en cause le fond de la politique qu'il

défendait. Un « beau conte », dans lequel la jeunesse à laquelle il s'adresse cherchera en vain les profondes leçons politiques à tirer de cet épisode des années 1970, à un moment pourtant crucial où, à la faveur des ravages du néolibéralisme en Russie, le culte de Staline y serait en croissance selon de récents sondages (voir l'article de Bernard Besserglik intitulé « Trou de mémoire » dans *Le Devoir* du 19 novembre dernier).

LA QUESTION NATIONALE

L'un des plus importantes questions politiques des années 1970 au Québec était incontestablement la question nationale, qui a sans doute aussi été la plus puissante pierre d'achoppement des organisations maoïstes. Se réclamant d'une unité du prolétariat canadien à préserver, il était pour elles exclu de soutenir la perspective de l'indépendance du Québec taxée de solution bourgeoise, alors qu'elle constituait au contraire une menace directe pour l'État fédéral, principal instrument de l'exploitation du prolétariat canadien dans son ensemble et de l'oppression nationale du peuple du Québec et des autres nations vivant sur le territoire du Canada. Soulignons en passant que combattre pour l'indépendance du Québec était loin d'être synonyme d'un appui au « oui » lors du référendum de 1980 qui était, ne l'oublions pas, un « oui » à un mandat de négocier une souveraineté-association avec le reste du Canada, c'est-à-dire un fédéralisme renouvelé. Si ce référendum a été perdu, n'est-ce pas d'ailleurs, au moins en partie, en raison du contenu de la question posée ?

Le dossier se conclut par l'expression du point de vue sur la question nationale que le directeur de *l'Aut'journal*, Pierre Dubuc, défendait dans les années 1970 au sein d'un groupuscule stalinien dont il était membre, *l'Union bolchevique*. Ce point de vue contenait déjà, précise-t-il, tous les éléments de la position qu'il défend aujourd'hui en appelant à la reconstitution du grand parti nationaliste de l'époque de René Lévesque, ce large éventail d'orientations dont les représentants allaient « du créditiste Gilles Grégoire au syndicaliste Robert Burns ». Ce parti qui, en particulier, a élaboré la question piège du référendum de 1980 et s'est livré peu après à des attaques mémorables contre les syndicats dont nous subissons toujours les conséquences, notamment en ce qui a trait à la désindexation partielle des régimes de retraite, a été notre version locale de « front populaire ». Dubuc appelle aujourd'hui à recommencer l'expérience en lui donnant une forme plus structurée avec la reconnaissance formelle de groupes de pression au sein du Parti québécois, dont le sien, le « club » des *Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre* (SPQL). Le monde du travail devrait ainsi tourner le dos à l'objectif, pourtant primordial, de commencer enfin à construire son organisation politique autonome, pour se fondre dans un parti qui lui est étranger et « accepter que certaines de ses positions y soient défaites », puisque ce serait là « l'essence même de la politique », comme l'écrivait l'ex-présidente de la CSQ, Monique Richard, au nom du Conseil d'administration du SPQL, dans les pages du numéro de novembre 2004 de *l'Aut'journal*.

La formation d'une coalition ponctuelle, en vue de réaliser la souveraineté, de forces politiques autonomes parmi lesquelles un véritable parti, en construction, du monde du travail et des organisations populaires, ne serait plus à l'ordre du jour,

alors qu'une coalition de ce type, les « Partenaires pour la souveraineté », avait été constituée en 1995 à l'occasion du référendum, dont faisaient partie les centrales syndicales et des organismes communautaires et culturels représentant plus d'un million de personnes. Au lieu de tout mettre en œuvre pour tenter de convaincre le plus grand nombre de militants de s'engager dans cette voie, Dubuc et les quelque deux cents militants syndicaux de son SPQL les incitent plutôt à s'enrôler dans le PQ « en mettant de côté leurs sensibilités politiques et les causes sociales pour lesquelles elles et ils militent » (*l'Aut'journal*, novembre 2004, p. 3). Belle perspective lorsqu'on constate que le parti qui semble vouloir naître aujourd'hui d'une éventuelle fusion entre l'*Union des forces progressistes* et *Option citoyenne* sera fortement grevé de l'absence en ses rangs d'une représentation de ce qui devrait justement en constituer l'ossature principale, à savoir le mouvement ouvrier organisé, et qu'il est sérieusement handicapé au départ par les tergiversations d'*Option citoyenne* quant à une prise de position à l'égard de la souveraineté du Québec. Plutôt que d'œuvrer au sein du mouvement syndical pour l'amener à se joindre à cette force politique autonome en émergence et y promouvoir l'adoption immédiate et sans condition d'une position claire en faveur de la souveraineté comme élément incontournable de la réalisation du programme social qu'elle entend mettre de l'avant, les militants du SPQL dont Dubuc est le mentor appellent plutôt à joindre les rangs du PQ et à se placer ainsi en opposition au mouvement politique essentiel qui cherche à se mettre sur pied.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Louis Gill a été professeur au département d'économie de l'UQAM de 1970 à 201 et a publié de nombreux écrits sur des questions économiques, politiques et sociales.